



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – décembre 2022 et janvier 2023

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 6 février 2023

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de quinze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 décembre 2022 et le 25 janvier 2023 à différents endroits du pays, au Canada

atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a surtout porté sur les priorités du gouvernement du Canada et sa gestion de dossiers importants comme l'économie et les soins de santé. Les groupes qui ont pris part aux discussions comprenaient des membres de la population générale du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, et de la Chaudière-Appalaches, au Québec, des travailleurs syndiqués de l'Ontario, des utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, des aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont de fréquents utilisateurs du système de santé, des résidents du Québec confrontés à des pressions financières, des personnes de couleur de la région du Grand Toronto (RGT), des parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, des membres de la diaspora chinoise de Vancouver et des Autochtones propriétaires d'armes à feu habitant les Prairies.

L'étude a permis d'explorer des questions économiques telles que le coût de la vie, les répercussions de la pandémie de COVID-19 et le marché du travail canadien. Plusieurs groupes ont aussi discuté de l'humeur de la population, de leurs perspectives en matière de soins de santé et de leur confiance à l'égard des autorités de santé publique.

Divers autres sujets ont également été abordés, dont le mot-symbole du gouvernement du Canada, les impôts et l'Agence du revenu du Canada (ARC), les opioïdes, les questions intéressant la communauté 2ELGBTQI+, les armes à feu, le logement, l'immigration, l'avenir du secteur de l'énergie au Canada, les relations du gouvernement du Canada avec la Chine, et les défis communautaires dans la région de la Chaudière-Appalaches.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les travailleurs syndiqués, les utilisateurs fréquents du système de santé, les personnes (âgées de 40 à 54 ans) ayant récemment changé de carrière, les aînés (âgés de 55 ans et plus) qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, les personnes qui font face à des pressions financières, les jeunes adultes (âgés de 18 à 24 ans, de 18 à 30 ans et de 25 à 30 ans), les membres de la communauté 2ELGBTQI+, les personnes de couleur, les parents

d'enfants de moins de 12 ans, les membres de la diaspora chinoise, et les Autochtones (dont certains sont des propriétaires d'armes à feu).

Approche détaillée

- Quinze groupes de discussion (six en décembre 2022 et neuf en janvier 2023) ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de la Chaudière-Appalaches, au Québec, et du Lower Mainland, en Colombie-Britannique.
- Les treize autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Travailleurs syndiqués;
 - Utilisateurs fréquents du système de santé;
 - Personnes âgées de 40 à 54 ans ayant récemment changé de carrière;
 - Aînés (de 55 ans ou plus) qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé;
 - Personnes faisant face à des pressions financières;
 - Jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans, de 18 à 30 ans et de 25 à 30 ans;
 - Membres de la communauté 2ELGBTQI+;
 - Personnes de couleur;
 - Parents d'enfants de moins de 12 ans;
 - Membres de la diaspora chinoise;
 - Autochtones, dont certains propriétaires d'armes à feu.
- Quatre groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 104 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de la Chaudière-Appalaches – Québec	1	Français	6 décembre	18 h à 20 h	Population générale	8
Ontario	2	Anglais	7 décembre	18 h à 20 h	Travailleurs syndiqués	7
Canada atlantique	3	Anglais	8 décembre	17 h à 19 h	Utilisateurs fréquents du système de santé	7

Grandes villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	4	Anglais	13 décembre	20 h à 22 h	Personnes de 40 à 54 ans ayant récemment changé de carrière	6
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	5	Anglais	14 décembre	19 h à 21 h	Aînés de 55 ans ou plus qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé	6
Québec	6	Français	15 décembre	18 h à 20 h	Personnes faisant face à des pressions financières	6
Région du Lower Mainland – Colombie-Britannique	7	Anglais	5 janvier	21 h à 23 h	Population générale	8
Est du Canada (région de l'Atlantique, Ontario)	8	Anglais	10 janvier	18 h à 20 h	Jeunes adultes de 25 à 30 ans	7
Ouest du Canada (Saskatchewan, Manitoba, Alberta, Colombie-Britannique)	9	Anglais	11 janvier	20 h à 22 h	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	7
Québec	10	Français	12 janvier	18 h à 20 h	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	7
Toronto et Montréal	11	Anglais	17 janvier	18 h à 20 h	Membres de la communauté 2ELGBTQI+	6
Région du Grand Toronto (RGT)	12	Anglais	18 janvier	18 h à 20 h	Personnes de couleur	7
Région de la Capitale-Nationale du Québec	13	Français	19 janvier	18 h à 20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	8
Vancouver	14	Anglais	24 janvier	21 h à 23 h	Membres de la diaspora chinoise	8
Prairies (Saskatchewan, Manitoba, Alberta)	15	Anglais	25 janvier	20 h à 22 h	Autochtones, propriétaires d'armes à feu	6
Nombre total de participants						104

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de quatorze groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Ils se sont remémoré une foule d'annonces et d'initiatives, dont les récentes mesures visant à aider les Canadiens en difficulté à cause de l'augmentation du coût de la vie, les hausses de taux d'intérêt par la Banque du Canada, l'engagement fédéral d'accroître les niveaux d'immigration, la poursuite des efforts de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour récupérer les montants indûment perçus de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et l'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* en réponse aux manifestations du convoi de camionneurs de février 2022.

Plusieurs se sont également rappelé diverses mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, par exemple le maintien du soutien financier et militaire apporté au gouvernement de l'Ukraine, l'entente conclue avec les États-Unis et Lockheed Martin pour l'achat d'une flotte de chasseurs F-35 destinés à l'Aviation royale canadienne (ARC) et la participation du premier ministre au Sommet des leaders nord-américains.

Réflexions sur 2022 et prévisions pour 2023 (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Quatre groupes ont réfléchi aux enjeux saillants de 2022 ainsi qu'aux défis qui attendent les Canadiens en 2023. En ce qui concerne les enjeux les plus importants de la dernière année, de nombreux participants ont cité l'augmentation du coût de la vie, les problèmes d'abordabilité du logement, la levée des exigences en matière de santé publique liées à la COVID-19 et les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Plusieurs ont également mentionné le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que l'aide militaire et financière fournie par le gouvernement du Canada en appui à l'effort de défense ukrainien.

Quant aux principaux défis pressentis pour l'année à venir, de nombreux participants s'attendaient à ce que les problèmes de main-d'œuvre, de logement et de cherté de la vie persistent. Certains croyaient que les changements climatiques et la transition en cours vers les énergies renouvelables resteraient également un enjeu de premier plan pour le gouvernement fédéral.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario, utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec, membres de la diaspora chinoise de Vancouver, résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Les participants de douze groupes se sont entretenus des grands problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion sur la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Questionnés sur les principaux domaines qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, ils ont cité un large éventail d'enjeux, dont les soins de santé, l'inflation et le coût de la vie, le logement, l'immigration, les changements climatiques et l'environnement, et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie dans sa gestion des enjeux qui comptent le plus pour les Canadiens, la plupart ont répondu qu'il était sur la mauvaise voie. Quelques-uns étaient indécis ou avaient une opinion partagée, tandis que de rares personnes approuvaient l'orientation actuelle du gouvernement fédéral. De l'avis général, les mesures récentes mises en œuvre pour répondre aux pénuries de personnel de la santé, au manque de logements abordables et à la hausse du coût de la vie ne suffisaient pas et il fallait s'occuper davantage des Canadiens aux prises avec des problèmes financiers.

Emploi et économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Le groupe composé de travailleurs syndiqués de l'Ontario s'est livré à une discussion supplémentaire sur le marché du travail canadien et la gestion fédérale des enjeux économiques au cours des dernières années. Tout le monde a convenu que l'économie et la création d'emplois devaient figurer au sommet des priorités du gouvernement du Canada et beaucoup se sont dits préoccupés par les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Tous les participants ou presque avaient une opinion négative de la prestation du gouvernement fédéral sur le plan économique. Plusieurs estimaient que les problèmes liés au coût de la vie, au manque de logements abordables et aux bas salaires allaient s'aggravant depuis des années et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé à aplanir ces difficultés pour la population. Certains pensaient que le relèvement des taux d'intérêt par la Banque du Canada avait eu lieu de façon précipitée et qu'une approche progressive aurait été préférable. Lorsque la discussion s'est portée sur d'autres moyens de soutenir la population, les participants ont suggéré que le gouvernement du Canada offre des allègements fiscaux aux locataires et aux emprunteurs hypothécaires, construise davantage de logements, d'hôpitaux et d'écoles un peu partout au pays, et subventionne les travailleurs qui cherchent à se recycler ou se perfectionner pour prospérer dans l'économie de l'avenir.

Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé)

Les questions entourant les soins de santé ont fait l'objet de discussions dans deux groupes. Tous les participants se considéraient comme des utilisateurs fréquents du système médical et croyaient que la santé devait faire partie des priorités absolues du gouvernement fédéral. Selon l'expérience de la plupart, l'accès aux soins était adéquat et la qualité des services, généralement excellente. Ils croyaient cependant que cette expérience n'était pas celle de tous les Canadiens. D'après certains participants, le système de santé commençait à être saturé, ce qui se traduisait par des pénuries de personnel, de longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous et un délai de plusieurs mois pour voir un spécialiste.

Lorsque nous avons demandé aux participants si leur accès aux soins de santé avait changé au cours des dernières années, plusieurs ont dit qu'il s'était légèrement détérioré. Selon eux, la forte demande de services surchargeait le système, ce qui entraînait d'occasionnels retards dans l'accès aux soins. Tout le monde ou presque s'attendait à ce que ces problèmes durent et à ce que l'accessibilité et la qualité des soins diminuent dans leur région au cours des prochaines années. La possibilité qu'un nombre croissant de médecins de famille prennent leur retraite d'ici dix ans sans relève suffisante inquiétait plusieurs. Un grand nombre de participants étaient d'avis que pour régler ce problème, il faudrait consacrer des investissements plus conséquents à la formation de personnel médical et infirmier et au recrutement de professionnels de la santé de l'étranger.

En ce qui concerne le rôle du gouvernement fédéral dans le secteur de la santé, la plupart des participants avaient l'impression qu'il s'agissait avant tout d'une responsabilité provinciale ou territoriale. Lorsque nous leur avons posé la question, peu ont dit être au courant de récentes négociations menées par le gouvernement fédéral et les provinces et territoires dans ce domaine. Après avoir reçu des précisions à ce sujet, la plupart ont jugé que la position du gouvernement fédéral était raisonnable et que les objectifs poursuivis – établir des indicateurs nationaux mesurables pour les domaines prioritaires de la santé et améliorer la gestion des données au Canada – seraient utiles. Certains s'attendaient toutefois à ce que le gouvernement fédéral ait du mal à conclure des ententes individuelles avec les provinces et territoires, ces derniers ayant chacun leurs besoins et perspectives en matière de prestation des soins.

Communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont répondu à quelques questions sur leurs perspectives et leurs expériences. Lorsque nous leur avons demandé d'indiquer les problèmes les plus urgents affectant les personnes 2SLGBTQI+ au Canada, beaucoup ont mentionné la santé mentale. Selon eux, les membres de ces communautés étaient davantage aux prises avec des difficultés de santé mentale que les autres Canadiens et ne parvenaient pas toujours à accéder aux ressources nécessaires lors d'une crise. Quelques participants ont aussi désigné le logement comme un enjeu important, car ils avaient l'impression que les personnes 2ELGBTQI+ font plus souvent l'objet de discrimination de la part des propriétaires et ont donc moins facilement accès à un logement sûr et abordable.

Tout le monde s'entendait pour dire que le gouvernement du Canada a une responsabilité à l'égard des problèmes vécus dans les communautés 2ELGBTQI+. Plusieurs participants ont fait remarquer que si le gouvernement fédéral avait formulé l'intention louable d'améliorer la vie des personnes 2ELGTQI+, il y avait eu peu de résultats concrets jusqu'à présent. De l'avis général, il restait beaucoup à faire pour régler les problèmes systémiques plus vastes qui sont en cause, entre autres les problèmes de logement, la difficulté à trouver un emploi et les craintes ressenties par de nombreux membres des communautés 2ELGTQI+ relativement à leur sécurité personnelle.

Humeur du public (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Les participants de sept groupes ont pris part à une discussion portant sur l'humeur de la population canadienne et les défis qui l'attendent. D'abord invités à décrire les aspects de la vie au Canada qui leur plaisent le plus, ils en ont cité toute une série, dont le niveau de vie élevé, la diversité et le multiculturalisme, la liberté d'expression, un taux de criminalité considéré comme faible et la célébration de la culture et de l'histoire autochtones. Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer les points que les Canadiens ont en commun, plusieurs ont évoqué leur ouverture à la diversité et au multiculturalisme, leur communauté de vues sur l'importance des avantages sociaux et d'autres soutiens (régime universel d'assurance-maladie, congé de maternité, aide aux personnes handicapées) ainsi que le respect et la politesse dont ils font preuve les uns envers les autres.

Invités ensuite à tourner leur attention vers les plus grands défis des Canadiens à l'heure actuelle, les participants en ont évoqué plusieurs, à savoir l'inflation et la hausse du coût de la vie, les effets croissants des changements climatiques, les problèmes du système de santé, les problèmes de santé mentale et de dépendance ainsi que les progrès à faire dans la réconciliation avec les peuples autochtones. De l'avis général, la plupart de ces problèmes pourraient se régler moyennant une planification à long terme et un effort concerté de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Quant à la contribution attendue du gouvernement fédéral, plusieurs pensaient qu'il devait accorder plus d'attention aux besoins des Canadiens, par exemple en matière de santé, de logement abordable et de traitements en santé mentale. Plusieurs croyaient aussi qu'il devait chercher à promouvoir l'unité des Canadiens, afin de combler le fossé grandissant creusé par la pandémie de COVID-19 au cours des dernières années.

Économie (travailleurs syndiqués de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière, résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur l'économie et le marché du travail canadien. Ils se sont penchés sur les répercussions de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie, les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs canadiens et les défis liés à une réorientation professionnelle.

Coût de la vie (résidents du Québec faisant face à des pressions financières, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur le coût de la vie et les défis financiers les plus pressants avec lesquels doivent composer les Canadiens en ce moment. Pratiquement tous les participants estimaient que la hausse de l'inflation avait eu des répercussions sur un grand nombre de ménages dans la dernière année et faisait particulièrement mal aux Canadiens à faible et moyen revenu, aux aînés dont le revenu est fixe et aux étudiants de niveau postsecondaire. Si certains s'attendaient à un ralentissement de l'inflation dans les prochaines années, plusieurs craignaient de voir les coûts augmenter dans l'intervalle, à commencer par le prix de biens et services essentiels, tels que l'épicerie, l'électricité et l'essence. Questionnés sur les facteurs ayant causé la hausse de l'inflation, de nombreux participants y voyaient un problème mondial, attribuable en partie à la pandémie de COVID-19 et aux perturbations engendrées par des conflits, comme celui entre l'Ukraine et la Russie.

Invités à dire s'ils pensaient que le gouvernement du Canada comprenait les pressions financières que les Canadiens subissent actuellement, la plupart jugeaient que oui. Cependant, aux yeux de plusieurs, les efforts pour s'attaquer à ces problèmes étaient insuffisants et la majorité croyait que le gouvernement du Canada faisait fausse route pour ce qui est de réduire les pressions financières auxquelles font présentement face les ménages canadiens. Relativement aux mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour remédier à ces difficultés, il était possible d'après un certain nombre de participants d'en faire plus pour alléger le fardeau fiscal des Canadiens à faible et moyen revenu et imposer davantage les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie), qui avaient fait des affaires d'or durant la pandémie.

Le groupe formé de résidents du Québec faisant face à des pressions financières a pris part à un bref exercice au cours duquel nous leur avons présenté de l'information sur diverses mesures annoncées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre le coût de la vie plus abordable, puis demandé de choisir celle qui aiderait le plus les personnes aux prises actuellement avec des difficultés financières. L'initiative visant à indexer les prestations en fonction de l'inflation a rallié le plus de participants, bon nombre la considérant comme le moyen le plus efficace d'aider les ménages canadiens à composer avec l'augmentation du coût de la vie, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Le lancement de la Prestation dentaire canadienne et la bonification du montant d'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) auquel les Canadiens ont droit ont reçu un appui modéré des participants.

Impact de la pandémie (travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants du groupe composé de syndiqués de l'Ontario ont discuté des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les travailleurs et les industries. Nous avons d'abord demandé aux participants comment leur type de travail avait changé dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Les commentaires formulés portaient sur divers secteurs, dont les soins de santé, l'éducation et la construction. Les participants étaient nombreux à considérer les pénuries perçues de main-d'œuvre engendrées par la pandémie de COVID-19 comme un problème grandissant dans leurs secteurs. Beaucoup de participants des secteurs de la santé et de l'éducation étaient d'avis que plus de travailleurs de leur domaine souffraient d'épuisement professionnel ou abandonnaient carrément leur profession, tandis que ceux qui travaillaient en construction avaient dû composer avec le report ou l'annulation de plusieurs projets. Outre la pandémie, tous les participants croyaient que leur secteur avait été touché d'une manière ou d'une autre par l'inflation, qui tirait à la hausse les coûts des fournitures, notamment dans les domaines de la construction et de l'éducation.

Aucun d'entre eux n'était au courant de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral visant à mieux soutenir les travailleurs de leur secteur. Discutant de ce que le gouvernement fédéral devrait faire pour soutenir la main-d'œuvre au sein de leur industrie à l'avenir, les participants ont formulé un éventail de suggestions, notamment un soutien accru en matière de santé mentale pour les travailleurs confrontés à des problèmes d'anxiété ou d'épuisement professionnel, l'amélioration des normes de santé et sécurité dans les secteurs tels que la construction et des mesures pour inciter les employeurs à offrir des postes à temps plein assurant un salaire vital au personnel.

Réorientation professionnelle (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les participants résidant en Alberta qui avaient récemment changé de carrière ont pris part à une discussion sur le marché du travail actuel et leur expérience après s'être réorientés professionnellement. Invités à décrire la disponibilité et la qualité des emplois offerts dans leur région, plusieurs avaient l'impression que les salaires avaient stagné ou diminué dans les dernières années alors que le coût de la vie avait considérablement augmenté. Presque tous les participants avaient constaté des pénuries de travailleurs dans leur domaine respectif, surtout de gens de métier, d'enseignants et de conducteurs de matériel lourd. Concernant la façon dont ces problèmes risquent d'évoluer, un grand nombre craignait qu'une plus grande proportion de la population vieillissante du Canada prenne sa retraite dans la prochaine décennie et que cela n'accentue les pénuries de travailleurs.

Questionnés sur ce qui les avait poussés à changer de carrière, beaucoup ont dit que leurs emplois antérieurs étaient source d'insatisfaction et qu'ils avaient voulu trouver un emploi épanouissant qui les rend heureux. La capacité à mieux soutenir leurs familles, la possibilité de toucher un meilleur salaire et l'acquisition de nouvelles compétences pour accroître leur valeur sur le marché du travail actuel figuraient parmi les autres facteurs de motivation nommés par les participants. Plusieurs disaient que changer de carrière présentait son lot de défis, notamment la difficulté à développer de nouvelles habiletés, les longues études à faire pour obtenir l'accréditation dont ils ont besoin et l'inquiétude que

Le fait de renoncer à un emploi stable pour aller étudier engendrait. De nombreux participants ont cité l'insécurité financière comme leur plus grande préoccupation relative à un changement de carrière.

À la question de savoir comment le gouvernement fédéral pourrait le mieux appuyer les travailleurs souhaitant changer de carrière, bon nombre de participants jugeaient les critères d'admissibilité aux programmes et soutiens fédéraux existants trop restrictifs. Le gouvernement fédéral devait selon eux assouplir les exigences de ces initiatives pour qu'un plus grand nombre de personnes y soient admissibles. D'autres estimaient par ailleurs qu'il était possible d'en faire plus pour informer les Canadiens des nombreuses ressources à leur disposition, estimant qu'un large pan de la population ne les connaissait pas.

Impôts et Agence du revenu du Canada (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes composés dans chaque cas de jeunes adultes ont pris part à des discussions sur l'Agence du revenu du Canada (ARC) et la production de leur déclaration de revenus annuelle. Dans l'ensemble, les participants étaient moins nombreux à produire leur déclaration de revenus en ligne qu'à la faire préparer par leur comptable, un fournisseur de services de préparation de déclarations de revenus comme H&R Block ou encore par un ami ou un membre de la famille. Parmi ceux ayant l'habitude de produire leur déclaration de revenus en ligne, la plupart ont invoqué comme principales raisons le côté pratique de services comme TurboImpôt et leur coût relativement modique. Quant aux principales raisons les incitant à faire leurs impôts, plusieurs pensaient qu'ils y étaient tenus par la loi et voulaient éviter d'avoir à payer une pénalité pour la production tardive de leur déclaration. Pour quelques-uns, la possibilité d'obtenir un remboursement d'impôt les motivait également à produire leur déclaration de revenus.

Invités à nommer les obstacles ou difficultés qu'ils pouvaient rencontrer lorsqu'ils font leurs impôts, un grand nombre ont cité un manque général de connaissances en préparation de déclarations de revenus. Certains disaient se sentir souvent dépassés par ce processus et le trouver très anxiogène. Concernant la manière dont l'ARC pouvait faciliter la production des déclarations de revenus, beaucoup pensaient que plus de ressources devraient être consacrées à montrer aux Canadiens (surtout les plus jeunes) comment préparer leur déclaration de revenus et à les aider durant ce processus. Simplifier les formulaires d'impôt afin qu'ils soient plus faciles à remplir et mettre au point une fonction de clavardage en ligne pour permettre à ceux qui ont des questions d'obtenir rapidement de l'aide d'un agent de l'ARC faisait partie des autres mesures suggérées par les participants.

Soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec, personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Sept groupes ont discuté de la question des soins de santé. Les discussions visaient à recueillir les points de vue des participants sur les soins de santé dans leurs collectivités, les priorités en matière de soins de santé du gouvernement fédéral et la confiance à l'égard des autorités de santé publique.

Perspectives en matière de soins de santé (personnes de couleur de la RGT, parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de la Capitale-Nationale du Québec)

Deux groupes se sont prononcés sur le système de santé actuel et les difficultés auxquelles leurs collectivités étaient confrontées. De l'avis de tous, les soins de santé constituaient un dossier hautement prioritaire qui méritait une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. La plupart considéraient l'accès aux soins de santé comme un problème de taille dans leurs régions, citant en exemples les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous, les listes d'attente de plusieurs mois pour consulter un spécialiste et la difficulté à subir rapidement des examens et des actes préventifs (comme une analyse de sang). De plus, plusieurs ont souligné les pénuries perçues de travailleurs comme un défi considérable dans leur région. Selon eux, il manquait de professionnels de la santé actuellement, ce qui avait contribué à accroître le taux d'épuisement professionnel chez les médecins et d'infirmières ayant été contraints d'assumer une charge de travail plus importante.

La quasi-totalité jugeait que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de soins de santé. Même si cette question avait été amplement débattue au niveau fédéral ces dernières années, plusieurs n'avaient constaté aucune amélioration notable au chapitre de la prestation des soins de santé dans leurs collectivités. Divers participants jugeaient nécessaire d'investir davantage dans l'amélioration des infrastructures de soins de santé et l'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières en exercice au Canada.

Priorités en matière de soins de santé (utilisateurs fréquents du système de santé du Canada atlantique, aînés de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies qui sont des utilisateurs fréquents du système de santé, personnes de couleur de la RGT)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur les annonces récentes faites par le gouvernement du Canada concernant les domaines de soins de santé auxquels il accorde la priorité. Les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé dernièrement cinq domaines prioritaires en santé soit : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

Les réactions à cette liste ont été surtout favorables, bon nombre des participants y voyant un plan pour s'attaquer aux problèmes actuels au sein du système de santé. La priorité visant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente semblait importante aux yeux de plusieurs, qui la considéraient comme le plus grand défi lié aux soins de santé dans leur région. Les participants ont aussi salué les objectifs consistant à accroître les ressources en santé mentale, à augmenter l'accès aux soins de santé familiale et à utiliser davantage les soins virtuels. Malgré l'importance qu'elle revêt à long terme, quelques participants se demandaient si la modernisation de la gestion des données sur la santé devait figurer en tête des priorités, la jugeant moins pressante que les autres problèmes. Nous avons demandé aux participants si leur opinion du gouvernement fédéral avait changé après avoir pris connaissance de ces priorités. La plupart se sont dits encouragés par l'exhaustivité de la liste. Certains estimaient cependant que la définition des priorités se voulait un pas dans la bonne direction, mais que leur évaluation du gouvernement fédéral dépendrait du degré de réussite des mesures que ce dernier prendrait au cours des années à venir pour s'attaquer à ces enjeux prioritaires.

Confiance à l'égard des autorités de santé publique (jeunes adultes du Canada atlantique et de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ouest du Canada, jeunes adultes du Québec)

Trois groupes de participants composés dans chaque cas de jeunes adultes ont discuté de leur confiance envers les autorités et les responsables de la santé publique et l'information sur la santé émanant du gouvernement fédéral. Nous avons d'abord demandé aux participants comment ils décidaient s'ils peuvent faire confiance ou non aux informations qu'ils voient en ligne. La plupart consultaient des sources officielles, comme les sites Web du gouvernement fédéral ou provincial, des autorités de santé publique et des universitaires pour confirmer l'information sur la santé trouvée sur les médias sociaux. Beaucoup de participants disaient être plus enclins à faire confiance aux autorités et aux organismes reconnus depuis longtemps pour la qualité de leurs recherches et une présentation impartiale de l'information. Certains ont exprimé leur scepticisme à l'égard d'autres sources, dont les médias, estimant qu'ils présentaient souvent l'information de manière à capter le plus l'attention sans chercher nécessairement à fournir des conseils médicaux exacts et impartiaux.

Concernant les informations sur la santé relayées par des personnes, la majorité se basait sur des facteurs pour déterminer si elles étaient crédibles, y compris leurs diplômes et titres professionnels, leurs recherches antérieures et leur réputation personnelle. Invités à dire si leur opinion à l'égard des divers porte-parole change la perception qu'ils ont de l'organisme de santé que ces derniers représentent respectivement, la plupart disaient se baser surtout sur le porte-parole et l'organisme en question et les évaluer au cas par cas. Questionnés sur les qualités qu'ils souhaitaient retrouver chez les responsables de la santé publique, une majorité de participants s'attendaient à ce que les experts de la santé publique aient une solide formation en la matière ainsi qu'une expérience de travail concrète en santé (y compris des interactions directes avec des patients) et prennent des décisions qui tiennent compte de tous les Canadiens et les Canadiennes, dont les populations marginalisées. Ils accordaient également de l'importance à la transparence, à la compassion et à la pertinence des experts en santé publique.

Seuls quelques-uns affirmaient connaître les divers responsables de la santé publique à l'échelle fédérale et de leur province ou territoire. Invités à dire s'ils feraient généralement confiance à ces personnes, la plupart ont répondu par l'affirmative. Plusieurs avaient l'impression que le plus souvent les responsables étaient des experts dans leur domaine, avaient plusieurs dizaines d'années d'expérience médicale et fournissaient des conseils et des lignes directrices fondés sur la science et des faits vérifiables. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour renforcer la confiance des jeunes Canadiens dans les renseignements de santé publique, plusieurs ont rappelé qu'une uniformité et une transparence accrues étaient nécessaires ainsi qu'un dialogue plus ouvert sur la façon dont les décisions publiques sont prises et les raisons qui les sous-tendent.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (résidents de la Chaudière-Appalaches, travailleurs syndiqués de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de la manière dont ils reconnaissent habituellement les informations et les messages diffusés par le gouvernement du Canada, que ce soit à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices leur permettant d'identifier ce type d'informations, beaucoup ont parlé d'un logo ou d'un en-tête officiel caractéristiques de la correspondance fédérale. Certains ont ajouté que d'ordinaire, ces messages comportent une mention explicite de leur source, ce qui aide à les reconnaître. Lorsqu'il a été question d'informations diffusées à la radio, beaucoup ont mentionné le refrain publicitaire qui accompagne les messages fédéraux ainsi que la voix féminine bien reconnaissable indiquant leur provenance.

Lorsque nous leur avons présenté le mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants l'ont reconnu et plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du logo qu'ils avaient précédemment décrit. Beaucoup se rappelaient l'avoir vu sur des immeubles, dans la correspondance et dans des publicités imprimées et télévisées du gouvernement fédéral. À la question de savoir ce qu'il signifiait, la plupart des participants ont répondu qu'il avait pour fonction première d'indiquer officiellement qu'une information ou une lettre émane du gouvernement du Canada. Certains ont fait remarquer que son utilisation systématique au fil des ans en avait fait un symbole aisément reconnaissable pour les Canadiens. La plupart s'attendaient à le voir dans la correspondance et sur les édifices fédéraux, et quelques-uns l'associaient plus particulièrement à des tâches annuelles comme leur déclaration de l'impôt sur le revenu.

Dans la même veine, la signature musicale officielle du gouvernement du Canada était familière à tous les participants. Plusieurs ont dit l'avoir entendu à la radio, à la télévision ou dans des contenus publiés sur les médias sociaux. Lorsque nous leur avons demandé pourquoi le gouvernement du Canada y avait recours, la plupart ont répondu qu'il s'agit d'un indice sonore mémorable et aisément reconnaissable attestant que l'information entendue émane du gouvernement du Canada et mérite qu'on y prête attention.

Enjeux spécifiques aux communautés 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Toronto et de Montréal)

Dans un groupe composé de personnes 2ELGBTQI+, les participants ont discuté d'un certain nombre de problèmes qui touchent leur communauté et des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour s'y attaquer. Invités à décrire la relation historique des communautés 2ELGBTQI+ avec le gouvernement du Canada, les participants ont partagé divers points de vue. Tandis qu'un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le Canada avait toujours fait preuve de leadership dans les dossiers concernant les communautés 2ELGBTQI+, d'autres étaient plus pessimistes et croyaient que le gouvernement fédéral les avait négligées par le passé, en particulier les transgenres, les non binaires et les personnes aux deux esprits (2E) qui, d'après eux, avaient été exclus de la plupart des initiatives et politiques fédérales jusqu'à tout récemment.

Tous étaient en désaccord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada se soucie des communautés 2ELGBTQI+, est à l'écoute de leurs besoins et y répond. Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait bien peu de progrès en ce qui concerne les enjeux les plus importants touchant les communautés 2ELGBTQI+. Questionnés à savoir s'ils croyaient que la situation avait évolué au Canada dans les dernières années, la moitié des participants a répondu que les choses s'étaient améliorées alors que l'autre moitié a affirmé n'avoir constaté aucun changement au quotidien. Personne ne croyait que la situation se soit détériorée. Discutant des moyens que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour aider ces communautés, plusieurs participants ont suggéré d'insister sur les initiatives éducatives. Plusieurs s'entendaient pour dire que de nombreuses idées fausses qui circulent au sujet des membres des communautés 2ELGBTQI+ résultaient d'une incompréhension et d'un manque d'éducation à leur sujet. Ceux-ci étaient d'avis que ces initiatives seraient particulièrement bénéfiques aux jeunes Canadiens et aux parents de jeunes personnes 2ELGBTQI+ qui ne comprennent pas toujours les difficultés auxquelles leurs enfants sont confrontés.

Aucun des participants n'avait entendu parler des récentes mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour les personnes 2ELGBTQI+. Pour faciliter la discussion, nous leur avons présenté plusieurs mesures et initiatives récemment mises sur pied par le gouvernement fédéral en consultation avec ces communautés. C'est l'initiative qui vise à appuyer la résilience et la résurgence des personnes autochtones 2ELGBTQI+ qui a reçu le plus grand appui des participants. Les initiatives de raffermir la conception de politiques sur la base de données et de faits à l'endroit des communautés 2ELGBTQI+ et d'accorder la priorité à l'action communautaire des communautés 2ELGBTQI+ ont également attiré beaucoup d'attention, alors qu'un petit nombre de participants ont appuyé l'initiative visant à mobiliser l'ensemble de la population canadienne en faveur d'un avenir plus inclusif et celle qui consiste à intégrer les enjeux 2ELGBTQI+ au travail du gouvernement du Canada. Tous s'entendaient pour dire que si elles étaient réalisées, ces priorités contribueraient grandement à améliorer la vie des personnes 2ELGBTQI+ et ont dit souhaiter que le gouvernement agisse rapidement.

Armes à feu (résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies)

Dans ce groupe composé de résidents et propriétaires d'armes à feu autochtones des Prairies, les participants ont discuté des récentes mesures du gouvernement fédéral pour renforcer les lois sur les armes à feu au pays. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les crimes commis avec les armes à feu étaient un problème sérieux qui avait pris de l'ampleur dans les dernières années, surtout chez les jeunes. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les lois sur les armes à feu au Canada étaient assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes, les participants ont répondu dans une proportion égale que les lois étaient assez strictes ou pas assez strictes.

Bien que généralement en faveur d'un renforcement des lois sur les armes à feu, un certain nombre de participants s'inquiétaient à l'idée que leurs propres armes (comme les fusils de chasse) soient assujetties aux récentes interdictions annoncées par le gouvernement du Canada. Quelques-uns craignaient que la perte de leurs armes à feu limite leur capacité à nourrir leurs familles et leurs communautés. Certains croyaient que les récents projets de règlements n'avaient pas été soumis à un processus de consultation en bonne et due forme auprès des communautés autochtones et que ces lois leur étaient imposées sans leur consentement.

Informés sur un certain nombre de récentes mesures proposées par le gouvernement fédéral en matière d'armes à feu, les participants ont eu des réactions variées. Plusieurs étaient d'accord avec l'idée d'une réglementation accrue pour ceux qui commettent des actes de violence conjugale et de harcèlement criminel. Ils étaient également très nombreux à appuyer la proposition qui vise à lutter contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu, ainsi que l'initiative qui consiste à accroître les ressources pour lutter contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, croyant que ces activités avaient largement contribué à l'augmentation des crimes commis avec des armes à feu. La mise en œuvre d'un gel national des armes de poing a suscité des réactions mitigées. Pour certains, l'objectif de réduire le nombre d'armes à poing au Canada est important pour mieux protéger la population canadienne, alors que d'autres étaient d'avis qu'on devrait permettre aux propriétaires d'armes à feu enregistrées et conformes à la loi de garder leurs armes. Un certain nombre de participants ont réagi négativement à l'initiative qui consiste à exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches et croyaient que cette mesure était particulièrement restrictive pour les chasseurs puisqu'il faudrait modifier ou remplacer de nombreux fusils de chasse pour qu'ils soient conformes aux nouvelles exigences.

Logement (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique)

Un groupe de résidents de la région du Lower Mainland en Colombie-Britannique a discuté de plusieurs initiatives en matière de logement annoncées par le gouvernement du Canada. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des récentes actions en matière de logement du gouvernement fédéral, plusieurs avaient l'impression que des mesures avaient été prises pour interdire temporairement l'achat de logements résidentiels par des non-Canadiens, mais aucun ne se rappelait d'autres initiatives.

Nous avons présenté aux participants une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada et leur avons demandé de choisir celle qui selon eux aurait l'impact le plus positif sur le marché du logement au pays. Parmi ces initiatives, l'introduction de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat et l'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu le plus grand appui des participants. Les initiatives de mettre fin aux offres à l'aveugle, de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des rénovations, et de rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs ont également obtenu un appui modéré. Lorsque nous leur avons demandé si ces initiatives leur profiteraient, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative et quelques-uns ont mentionné l'impact positif d'une interdiction visant les acheteurs étrangers sur l'abordabilité des logements dans les villes comme Vancouver.

En discutant des autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre en lien avec le logement, les participants ont fait plusieurs suggestions, notamment une réglementation plus stricte des promoteurs et des courtiers en immeubles, une aide supplémentaire pour les acheteurs d'une première maison, et un soutien financier pour les locataires qui éprouvent eux aussi des difficultés sur le marché du logement actuel.

Immigration (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Les participants de la région de la Chaudière-Appalaches ont discuté de plusieurs sujets liés à l'immigration. Questionnés au sujet de l'état actuel du système d'immigration canadien, presque tous avaient l'impression que le processus était devenu excessivement long et compliqué. Quant aux avantages à accueillir de nouveaux immigrants, de nombreux participants ont parlé des avantages économiques, comme le renforcement de la population active et la hausse de la productivité dans plusieurs secteurs. Un certain nombre d'entre eux voyaient également des avantages à l'immigration pour accroître la diversité et les perspectives culturelles chez les Canadiens et promouvoir ainsi une population plus forte et plus inclusive. Plusieurs s'inquiétaient également du manque de logements abordables pour les nouveaux arrivants et d'une hausse des taux d'immigration qui ne ferait qu'aggraver le sentiment de crise du logement qui prévaut actuellement.

Les participants étaient un peu plus nombreux à dire que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration comparativement à ceux qui pensaient le contraire. Les premiers ont fait valoir que de nombreuses mesures de soutien étaient déjà en place pour les nouveaux immigrants et que le gouvernement fédéral avait réussi à augmenter les niveaux d'immigration dans les dernières années. Ceux qui croyaient que le gouvernement faisait fausse route en matière d'immigration ont mentionné qu'il n'y avait pas suffisamment de ressources pour répondre au taux d'immigration actuel et que des investissements majeurs s'imposaient.

Informés que le gouvernement du Canada cherchait à augmenter les taux d'immigration avec comme objectif d'accueillir 500 000 nouveaux immigrants en 2025, la plupart des participants ont réagi favorablement. Selon eux, il s'agissait d'une cible atteignable de la part du gouvernement fédéral qui bénéficierait à l'ensemble du Canada à long terme.

Opioides (résidents du Lower Mainland de la Colombie-Britannique, membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Les participants de deux groupes de la Colombie-Britannique ont discuté de la dépendance aux opioïdes dans la province. Presque tous s'entendaient pour dire que la dépendance et la consommation de substances illicites étaient un enjeu de taille à l'heure actuelle et craignaient que le problème prenne de l'ampleur si des mesures importantes n'étaient pas prises.

Questionnés à savoir s'ils connaissaient les expressions « approvisionnement plus sécuritaire » et « sites de consommation supervisée », la plupart des participants ont répondu par l'affirmative et se sont dits favorables à ces programmes. Même si quelques-uns croyaient que ces approches pourraient favoriser une plus grande dépendance, plusieurs étaient d'avis qu'elles contribueraient grandement à prévenir les surdoses et à atténuer la pression sur les services médicaux d'urgence et les hôpitaux. Aux dires de nombreux participants, la prévention de la toxicomanie et des dépendances aux drogues devrait être une responsabilité du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux, et que chacun d'eux a un rôle à jouer pour lutter contre ce fléau.

Le groupe des participants de Vancouver était invité à répondre à quelques questions supplémentaires concernant la récente exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Plusieurs étaient favorables à cette initiative qui selon eux contribuerait à libérer des ressources additionnelles pour le système de justice pénale et parce que les arrestations répétitives pour possession de faibles quantités de drogues produisaient peu de résultats. Un certain nombre de participants craignaient toutefois que cette initiative augmente la dépendance et la consommation de substances avec le retrait de ces sanctions pénales. Certains ont fait valoir que pour atteindre son but, l'initiative devrait être combinée à des ressources additionnelles en matière de santé mentale et de traitement des dépendances pour éventuellement amener les individus à cesser de consommer des substances illicites.

Points de vue sur le secteur de l'énergie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta ayant récemment changé de carrière)

Les résidents de l'Alberta ont pris part à une discussion visant à recueillir leurs points de vue sur l'avenir du secteur de l'énergie dans la province. Tous s'accordaient pour dire que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour la santé économique de l'Alberta. Invités à décrire l'état actuel de ce secteur dans leur province, de nombreux participants étaient d'avis que celui-ci avait connu une piètre performance au cours des dernières années. Plusieurs ont affirmé que de nombreuses communautés qui dépendaient auparavant de la production pétrolière et gazière pour assurer leur survie économique avaient été abandonnées en raison du ralentissement dans ce secteur. Certains étaient également préoccupés par l'apparente prévalence des entreprises pétrolières et gazières sous contrôle étranger au Canada et croyaient qu'elles avaient supplanté leurs concurrents au pays.

Tous les participants s'entendaient pour dire qu'il était essentiel pour l'Alberta de diversifier son économie et de réduire sa dépendance au pétrole et au gaz, en misant notamment sur la technologie,

l'industrie pharmaceutique, la fabrication et l'agriculture. Lorsque nous leur avons demandé si le secteur de l'énergie renouvelable était important pour l'avenir économique en Alberta, un certain nombre de participants se sont montrés sceptiques. Plusieurs croyaient que les sources d'énergie propre ne pouvaient produire suffisamment d'énergie pour répondre aux besoins de la province et qu'une transition à grande échelle vers l'énergie renouvelable n'était pas un objectif réaliste à l'heure actuelle. Durant la discussion sur le secteur de l'énergie propre en Alberta, les participants étaient généralement pessimistes. Bon nombre d'entre eux doutaient que la province connaisse une grande croissance économique au cours de la prochaine décennie. Plusieurs craignaient également que l'abandon progressif du secteur pétrolier et gazier entraîne une hausse importante du prix de l'énergie. Au sujet des changements qui seraient éventuellement nécessaires pour faciliter la transition vers l'énergie propre, un certain nombre de participants s'attendaient à ce qu'il faille construire une nouvelle infrastructure massive pour supporter les nouveaux réseaux énergétiques.

Relations avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de Vancouver)

Un groupe composé de Canadiens d'origine chinoise résidant à Vancouver a discuté des relations actuelles entre le Canada et la Chine. Tous étaient d'avis que ces relations s'étaient détériorées au cours des récentes décennies et plus particulièrement dans les dernières années. Plusieurs attribuaient ce fait en partie à l'ascension de la Chine comme grande puissance économique et géopolitique et à sa capacité apparente à faire preuve d'une plus grande fermeté en matière de politique étrangère. Quelques-uns croyaient que la situation s'était aggravée durant la pandémie de COVID-19 en raison de l'interruption des activités commerciales entre les deux pays due aux exigences strictes en matière de santé publique en Chine.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ses relations avec la Chine, les participants ont exprimé beaucoup d'incertitude. Plusieurs ont parlé de ce qu'ils considéraient être un manque de direction de la part du gouvernement canadien vis-à-vis de la Chine et croyaient que ses actions des dernières années avaient été en grande partie réactives. Questionnés à savoir si le gouvernement canadien faisait du bon travail en ce qui concerne ses relations avec la Chine, plusieurs ont commenté positivement son engagement au chapitre des droits de la personne et les valeurs canadiennes, et le fait qu'il ait critiqué ouvertement la Chine pour ses violations des droits de la personne à l'intérieur de ses frontières.

Lorsque nous leur avons demandé à quoi devrait ressembler la relation entre le Canada et la Chine à l'avenir, plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait établir une stratégie plus claire à long terme pour préciser ses intentions et ses attentes à l'égard de la Chine. Bien qu'ils aient jugé prudent de maintenir des relations commerciales avec ce pays, plusieurs souhaiteraient que le gouvernement du Canada redouble d'efforts pour diversifier ses relations commerciales avec d'autres pays d'Asie et s'assurer d'avoir plusieurs partenaires commerciaux dans la région.

Défis communautaires (résidents de la région de la Chaudière-Appalaches)

Dans la région de la Chaudière-Appalaches, les participants ont brièvement discuté des défis que doit affronter leur communauté. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment le vieillissement de la population dans la province, le manque d'accès à des logements abordables, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'accès limité aux soins de santé (et aux soins primaires en particulier).

Quant aux industries et aux secteurs les plus importants dans leur communauté, plusieurs ont mentionné la raffinerie de pétrole locale et le secteur de la fabrication, de même que la production de métal et de meubles. Pour ce qui est de l'avenir, de nombreux participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait miser davantage sur les secteurs comme l'agriculture et la production alimentaire. Certains croyaient qu'une production alimentaire accrue à l'échelle locale permettrait de réduire la facture d'épicerie pour les résidents de la région, tout en assurant un approvisionnement alimentaire à long terme.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
